

# LE TRIBUN DU PEUPLE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

ORGANE DES TRAVAILLEURS

Ton droit est mon devoir.  
Ton devoir est mon droit.

S'adresser pour les renseignements, de 9 à 11 heures du matin, 4, rue Las-Cases, chez le citoyen CONSTANT, dit l'ABBÉ CONSTANT,  
Auteur de la Bible de la Liberté et de la Voix de la Famine.

## La logique des faits.

Nous commençons par protester énergiquement contre la guerre.

Nous déclarons que c'est une barbarie, une folie furieuse, une inhumanité, un démenti sanglant jeté à toutes les théories de fraternité entre les hommes, un blasphème en action contre Dieu, un attentat contre la nature... En avons-nous dit assez pour convaincre tout le monde que nous n'aimons pas et que nous ne voulons pas la guerre ?

Cependant nous sommes forcés de l'accepter comme un fait, et comme le plus brutal de tous les faits.

Tant que tous les hommes ne seront pas émancipés par l'intelligence et par le cœur; tant qu'il y aura des enfants sans raison et des frères sans bon vouloir; tant qu'il y aura des instincts cupides et des volontés perverses par les appétits de la brute, la guerre sera une inévitable nécessité.

Pour que la paix se fasse entre les agneaux et les loups, il faut que les agneaux se fassent loups ou que les loups deviennent agneaux.

En attendant cette transformation, qui peut-être se fera encore un peu attendre, les loups auront toujours faim, et ceux qui resteront ou se feront agneaux seront nécessairement dévorés.

Maintenant, vaut-il mieux être mangé que de manger ? la question du moment est là.

Le Christ a voulu décider la question, il y a dix-huit siècles et demi, en faveur des agneaux; mais, en réalité, il n'a favorisé que les loups, puisque lui et les siens se sont laissés crucifier, brûler, écorcher vifs, décapiter, mourir de faim pendant si longtemps, sans que la question soit beaucoup plus avancée aujourd'hui qu'au premier jour.

En faisant du Christ un Dieu, les exploiters l'ont pris pour dupe; ils reléguèrent son pouvoir dans le ciel pendant qu'ils dévoraient ses membres vivants sur la terre.

Le Dieu du peuple, maintenant, ne peut plus être un agneau; car ce n'est pas en multipliant seulement les agneaux qu'on détruira la race des loups.

Se fasse agneau qui voudra; mais les agneaux eux-mêmes seraient en grande confusion et en grande crainte s'ils n'avaient pas de bons chiens pour les garder.

Soyons les gardiens du bercail de la liberté: soyons chiens s'il le faut; mais jetons-nous crânement à la gorge des loups et aux jambes des voleurs. Bataille à ceux qui ne demandent la paix que pour nous manger à leur aise!

Maintenant, parlons sans paraboles et précisons les faits, pour en déduire rigoureusement leurs conséquences logiques.

La société actuelle se divise en deux classes: ceux qui travaillent et ceux qui jouissent; les exploités et les exploités, les seigneurs féodaux de la propriété et leurs ilotes.

La fusion et l'association de ces deux classes naturellement rivales, et par conséquent ennemies: voilà le problème de l'avenir; mais ce n'est pas celui du moment.

Le problème du moment, c'est, pour les uns, de conserver; pour les autres, c'est d'acquiescer. Toute la construction de l'édifice social est tellement faite,

qu'il y a souvent des abus pour élé de voûte.

C'est pourquoi bien des gens honnêtes d'ailleurs, ou qui du moins croient l'être, se font les conservateurs des abus, non par amour pour les abus, mais pour empêcher un écroulement général.

Ceux qui veulent acquiescer ont, de leur côté, une pensée qu'ils ne disent pas. Ce n'est pas seulement le nécessaire qu'ils demandent; car ils ont sous les yeux le spectacle du luxe, et ce spectacle les a séduits. Puisqu'on parle d'égalité et de fraternité, disent-ils, pourquoi n'aurions-nous pas aussi notre part aux habitations somptueuses et aux festins splendides ?

Rendre tout le monde riche tout de suite, c'est impossible; partager, ce serait, dans les conditions actuelles, rendre tout le monde pauvre.

Se mettre à la place des riches, voilà donc la mauvaise pensée qui restera fatalement au plus grand nombre.

Mais, si les pauvres se mettent à la place des riches, l'usurpation n'est que déplacée, et l'injustice recommence.

Voilà ce que nous avons à craindre.

Quel est donc le remède au mal qui nous menace ? Je n'en vois qu'un: le dévouement sincère des riches, qui fera patienter les pauvres.

Que les riches se montrent nos frères, et des frères généreux, afin que nous ne puissions jamais être leurs ennemis.

Qu'ils donnent, pour éviter aux malheureux l'horrible tentation de prendre.

Voilà pour les riches.

Maintenant, à vous, pauvres et prolétaires, mes frères et mes amis.

N'effrayez pas la propriété et le commerce par des démonstrations hostiles.

Il vaut mieux mordre une bonne foi, à propos, que d'aboyer sans raison. Veillez à la maison commune, terribles et implacables pour les voleurs qui chercheraient à se glisser dans l'ombre; mais ne grognez pas sans cesse comme des roquets.

Vigilance, résolution au combat, silence et longanimité en attendant les réformes; mais si l'on vous provoque... mais si l'on cherche à vous tromper!... faites-vous tuer, et ne lâchez pas!

## Quels sont les hommes sanguinaires ?

Les médecins qui versent le sang des malades pour les guérir sont-ils des hommes sanguinaires ?

Les chirurgiens qui amputent des membres gangrenés sont-ils des bouchers et des assassins ?

Un général qui sauve son pays en sacrifiant un bataillon est-il le meurtrier de ses soldats ou le sauveur de ses concitoyens ?

Si un loup est entré dans une bergerie, et que, par tendresse de cœur, le berger épargne le sang du loup, n'est-il pas responsable du sang de toutes ses brebis ?

Voilà ce que demandait Marat il y a soixante ans, et l'on injurie depuis ce temps là la mémoire de ce grand tribun.

Injurier n'est pas répondre.

Étrange faiblesse des hommes! la logique leur fait peur, le courage les épouvante: ils ont appelé

Marat un homme de sang, et ils ne se sont pas souvenus qu'il a le premier rédigé et signé une pétition pour l'abolition de la peine de mort!

Quels sont les vrais auteurs des meurtres de 93 ? Ne sont-ce pas ces girondins aristocrates et exploités qui mirent la patrie en danger ?

Si, après 1830, nous avions eu pour nous gouverner des hommes énergiques et purs, le sang eût-il coulé pendant dix-huit ans sur les barricades Saint-Méry, dans les mansardes de la rue Transnoain, sur les barricades de mai, et enfin sur la nouvelle montagne de 1848 ?

Les hommes de sang ne sont donc pas les vrais socialistes. Ce sont les conservateurs bornes, les alarmistes rétrogrades, les conspirateurs peureux.

On a aboli la peine de mort en matière politique, je le veux bien; mais la loi du talion est dans le droit de la guerre.

Hâtons-nous d'en finir avec la guerre; sachons conquérir la paix!

## CLUB DE LA MONTAGNE,

AU CARRÉ SAINT-MARTIN.

Les glorieuses manifestations qui ont rempli la dernière séance du Club de la Montagne, les discours des citoyens Esquiros et Lagrange (le vrai Lagrange, le Lagrange de Lyon); ces discours, disons-nous, ont électrisé les cœurs des braves ouvriers qui se trouvaient en majorité à cette réunion. Des délégués des autres clubs, des représentants des autres nations libres de l'Europe, et spécialement de la noble Pologne, ressuscitée encore une fois, sont venus échanger avec nous leurs brûlantes sympathies et demander notre concours. La séance de vendredi 24 mars restera dans notre mémoire comme une de ces belles soirées de triomphe que le peuple n'oublie jamais.

Dans les deux séances précédentes, le club avait été organisé et le bureau constitué. Il se compose des citoyens A. Constant, président; Alphonse Esquiros et A. Legallois, vice-présidents; la citoyenne Noëmi Constant et le citoyen Maurice Valette, secrétaires; le citoyen Milleville, trésorier.

Les délégués sont les citoyens Pagès, Daversaint, Laugeni, Corréze, Patturel et Martin.

La séance est ouverte à huit heures un quart.

Le président annonce au club la nouvelle récente de la proclamation de la république à Berlin et de la mise en arrestation du roi de Prusse et de ses ministres. (Applaudissements enthousiastes. On crie: Vive la République!)

Le président. — Citoyens, maintenant la république est affermie. Toutes les nations de l'Europe poussent en avant le char de la Liberté, et si quelque roi que Dieu rend insensé pour le perdre, si quelque passion aveugle et ennemie veut se mettre encore en travers du chemin, nous considérerons nos tristes adversaires comme des enfants opiniâtres qui veulent se faire écraser. Nous les sauverons si nous pouvons, en dépit d'eux-mêmes; mais la Liberté ne s'arrêtera pas!

Maintenant, répétons en peu de mots pour les citoyens qui ne nous ont pas entendus, ce que nous venons faire ici. Nous venons honorer la mémoire de



nos pères en la liberté, les grands hommes de la Montagne; nous voulons élever, comme eux, une montagne du sommet de laquelle le peuple veillera encore au salut de l'empire. Mais souvenons-nous bien que les temps ont changé. Le peuple n'a plus besoin maintenant d'ensanglanter ses triomphes; il sait combattre et ne sait plus proscrire. Il ne veut être souverain que pour avoir droit de pardonner. Toutefois il ne s'endormira pas, et ses armes seront toujours prêtes! Sa devise sera : Guerre aux traitres, pitié pour les vaincus. Et la montagne qu'il élève ne sera point un autel rougi de sacrifices humains, mais un promontoire glorieux du sommet duquel rayonnera, pour éclairer le monde, le feu sacré de la liberté et de la fraternité universelle. (Applaudissements.)

Le citoyen Esquiro, auteur de l'*Evangile du peuple* et de l'*Histoire des Montagnards*, demande la parole. Il vient signaler au club certains faits déplorable relatifs à l'institution des Sourds-Muets : Un des maires de Paris, le sieur Delanneau, est accusé du détournement des fonds alloués par la bienfaisance publique à l'éducation de ces infortunés, si intéressants sous tous les rapports. Une enquête doit être faite et la destitution du sieur Delanneau sera demandée au gouvernement provisoire. Le citoyen David d'Angers, le statuaire de la République, doit s'unir au citoyen Esquiro et à d'autres patriotes non moins honorables pour appuyer cette demande.

Le Club de la Montagne applaudit aux paroles chaleureuses de l'éloquent écrivain et s'engage par acclamation à le seconder dans l'œuvre de philanthropie qu'il a le courage d'entreprendre.

Un délégué du club de l'*Egalité et de la Fraternité* vient dénoncer au club de la Montagne les doctrines aristocratiques et contre-révolutionnaires qui se seraient produites au club de l'*Union*, envahi par une majorité factice. Ces doctrines tendraient à n'imposer au peuple que des devoirs en lui refusant ses droits, et à lui interdire surtout le droit d'insurrection. Le citoyen délégué conclut en demandant que le club de l'*Union* soit engagé à se dissoudre par quelque manifestation qui puisse en imposer à ceux qui veulent égarer l'opinion publique.

Le président répond : L'opinion publique ne peut pas plus être égarée par quelques paroles désormais sans écho, qu'elle n'a pu s'alarmer en voyant le drapeau blanc s'exposer dernièrement aux risées de la place publique. La manifestation la plus imposante que puisse faire le peuple pour obliger les hommes du passé à se taire, c'est l'improbation du silence et le sourire du mépris.

Citoyens, la liberté de la parole doit être une vérité chez nous; et nous ne pouvons étouffer la voix d'aucun homme qui dit ouvertement ce qu'il pense. Nous voulons la liberté de la pensée, même pour les aristocrates! (Immense applaudissement.)

Nous ne devons surveiller que les hommes qui parlent bas. Il est permis de se tromper et de manquer d'intelligence. Laissons les mauvais citoyens s'arrêter où ils veulent, et marchons! En se séparant de nous, ils s'exilent de la patrie, et se chargent ainsi eux-mêmes de se faire justice! Quand la patrie marche, ce qui reste derrière elle, c'est l'exil!

On annonce le citoyen Lagrange, toute l'assemblée se lève, et le président descend de son siège. Le citoyen Lagrange entre dans la salle et se dirige vers le bureau au milieu des acclamations et des applaudissements.

Le président : Le citoyen Lagrange a la parole. (Profond silence.)

Le citoyen Lagrange. — Vous avez désiré me voir au milieu de vous et je me rends à votre appel. La voix du peuple est celle que j'entends toujours : je suis votre soldat, et lorsque la liberté est sortie toute armée des barricades de février, j'ai accepté pendant deux jours le titre qui m'était offert de général des armées de la République. Puis j'ai donné ma démission, parce que je ne voulais pas passer sur le corps

des vieux généraux qui ont plus que moi le droit de commander.

Je ne viens pas ici vous demander vos suffrages. Je n'ai rien à vous dire pour moi, et je ne demande rien que pour la République! il me reste encore des forces et du sang pour elle, et si, dans les élections prochaines, le grade de colonel de la garde nationale m'est conféré, j'obéirai à la volonté du peuple, et chef ou soldat, je lui consacrerai ma vie.

Ma vie n'a été qu'un long sacrifice à la République, et je puis l'exposer toute entière à tous les regards, car j'ai toujours pensé que les institutions républicaines ne peuvent avoir d'autres bases que l'honneur politique et l'irréprochable honnêteté de la vie privée. (Oui! oui! bravo! vive Lagrange! longs applaudissements.)

Le président répond :

Citoyen,

Nous vous remercions d'être venu nous communiquer le feu de votre patriotisme et l'enthousiasme de votre invincible énergie.

Vous êtes digne d'être un des chefs militaires de la République, car vous en avez été le plus intrépide soldat.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que vous nous êtes connu. La France républicaine sait que pendant les années de persécution qui viennent de finir, un nom toujours pur a été également respecté des victimes et des bourreaux.

Ce nom, c'est celui de Lagrange.

Nous n'avons pas oublié que pendant nos procès politiques, une voix faisait pâlir les accusateurs sous leur simarre et changeait les juges en accusés. Cette voix c'était celle de Lagrange.

Nous nous réjouissons de voir devant nous, plein de vie encore et d'énergie et d'avenir, un des plus glorieux martyrs du peuple.

Il est des hommes de fer qui ébrècheraient la hache et qui brisent les sceptres avec lesquels ils sont frappés : des hommes que les prisons n'usent pas, mais qui usent les prisons!... Tel est le citoyen Lagrange! (Applaudissements unanimes. Bravo! bravo! vive Lagrange!)

Républicains, s'écrie le citoyen Lagrange, après avoir entendu de telles paroles, après avoir reçu de telles sympathies, je ne vous remercie point; mais c'est ma vie, ma vie tout entière que je vous dois!...

Une députation des citoyens polonais est introduite.

L'un des députés à la parole : il exprime avec énergie la sympathie de la Pologne pour la France, et il compte sur le juste retour des sentiments français. Les Polonais exilés vont se réunir encore une fois et marcher au secours de leur patrie, qu'ils vont ressusciter encore une fois. Ils ne demandent que des armes, ils veulent s'adresser pour cela, dimanche à 1 heure de l'après-midi, au gouvernement provisoire. Il vient demander au club de la Montagne d'appuyer cette manifestation.

Le président répond :

La Pologne est notre sœur. Nous avons protesté contre le brigandage que les rois ont exercé sur elle. Nous avons accueilli ses nobles exilés de manière à leur rendre une patrie, et lorsqu'ils marchent au secours de leur mère, pour l'arracher au cercueil ou les bourreaux l'ont clouée vivante, ils peuvent compter sur notre concours universel et absolu. Nous nous rendons dimanche prochain, à 1 heure, sur la place de la Concorde, avec notre drapeau, et nous irons à l'Hôtel-de-Ville avec vous. (Applaudissements.)

Le citoyen Corréze demande à lire un hymne à la Pologne.

Le fait suivant nous a été raconté par un témoin oculaire. Un homme du peuple est abordé rue du Temple par un individu en soutane, qui lui propose une pièce de cinq francs pour crier vive Henri V. —

J'ai faim, dit l'homme du peuple, et il me serait impossible de crier bien fort. — Qu'à cela ne tienne, dit le conspirateur, je paie d'abord à déjeuner. — J'accepte le déjeuner; quand aux cinq francs, je n'en veux pas. On entre chez un marchand de vin, l'amphytrion se montre généreux, l'ouvrier dine bien, puis on sort, et le maladroit agent du parti légitimiste somme son convive de crier. — Vive la République! crie alors l'ouvrier; mais, ajoute-t-il, puisque tu as cru influencer mon opinion en me voyant pris par la famine, je ne respecte pas ta liberté, crie vive la République, on sinon!... et l'ouvrier brandissait un gourdin. — Vive la République, dit en rechignant le légitimiste; mais vous êtes un voleur. — Non! dit énergiquement l'ouvrier : voici mon nom et mon adresse; venez me voir quand j'aurai de l'ouvrage et je vous rendrai votre déjeuner. On pense bien que le conspirateur n'ira pas.

## APPEL DE LA POLOGNE A LA FRANCE.

Paroles et musique de J. CORRÈZE.

Arrangée avec accompagnement de piano,

Par M. Adolphe QUERM.

France, la Pologne t'appelle!  
Ses moments sont comptés, hâte-toi d'accourir;  
Sauve la Pologne fidèle,  
Pour toi toujours prête à mourir!

De leurs tombeaux creusés par la Russie,  
De leur exil et de la Sibérie,  
Les Polonais crient : Vengeance, armez-vous;  
Un triple joug nous réduit au servage:  
Les Polonais ne peuvent être esclaves!  
Français, venez, combattez avec nous.

France, etc.

Aux cris soudains de ta noble victoire,  
Tous nos tyrans, effrayés de ta gloire,  
Contre nous déchaîneront leur fureur!  
Aye pitié, France, de nos alarmes;  
Apporte-nous le concours de tes armes  
Pour foudroyer nos cruels oppresseurs.

France, etc.

Relevez-vous! Polonais à vos armes!  
La France enfin donne plus que des larmes;  
La France enfin va vous tendre les mains.  
Quand sonnera l'heure de délivrance,  
Vous, Polonais, redoublez de vaillance,  
Et combattez en vrais républicains!

Pologne, la France fidèle  
A ton appel enfin se hâte d'accourir.  
Quand un peuple frère l'appelle,  
La France va le secourir.

On lit dans le journal la Liberté :

« Parmi les circulaires et les professions de foi qui ont attiré le plus particulièrement notre attention, nous citerons celle de M. Philippe Goelzer, forgeron. Cet intéressant travailleur nous semble animé de ces sentiments fermes qu'une modestie sincère relève plus à nos yeux que toutes les forfanteries de l'ambition et de la médiocrité. Nous croyons, comme il le dit, et justement parce qu'il nous paraît digne de l'honneur de la représentation nationale, qu'il n'a pas été le premier à se mettre en avant pour le briguer. »

Rédacteur : A. CONSTANT.

Imprimerie de BUREAU et Comp., rue Coquillière, 22.